

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES : ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE

Passé au terme d'une procédure adaptée définie aux articles L2123-1 et R2123-1 à 7 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

(CCTP N° DRIHL-IF-PRLHI-ATMO-2025)

Pouvoir adjudicateur

Monsieur le Préfet de la région Ile-de-France

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement - direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, 5 rue Leblanc, 75911 Paris cedex 15.

(Arrêté du 2 octobre 2023 portant délégation de signature au Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement de la région d'Île-de-France en matière d'ordonnancement secondaire)

Objet du marché

Marché d'assistance technique à l'élaboration et à la passation d'un accord-cadre régional à bons de commande, conclu avec des entreprises de travaux pour la réalisation de travaux d'office (TO) dans le cadre de missions de l'Etat de résorption de l'habitat insalubre par substitution aux propriétaires défaillants.

Le présent marché comprendra la constitution d'un dossier de consultation des entreprises (DCE), un appui et conseil à la phase de consultation et à l'analyse des offres pour aboutir à la contractualisation d'un marché régional à bons de commande avec des entreprises de travaux.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

SOMMAIRE

	Pages
PRÉAMBULE.....	3
ARTICLE 1^{ER} – CONTEXTE ET OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1. CONTEXTE DE LA LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE.....	4
1.2. OBJET DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 – ENJEUX ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	5
ARTICLE 3 – ÉLÉMENTS DE MISSION.....	7
3.1. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	8
A/ Préfiguration du scénario de constitution des lots et de leur budget.....	8
B/ Rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE).....	9
3.2. PHASE DE CONSULTATION ET D'ANALYSE DE L'ASSISTANCE A LA PASSATION DES MARCHÉS	10
A/ Etablissement des grilles d'analyse	10
B/ Phase de consultation.....	11
ARTICLE 4 – METHODOLOGIE ET LIVRABLES.....	12

PRÉAMBULE

La **Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement** (DRIHL) anime, pilote et met en œuvre les politiques publiques en matière d'hébergement et de logement en île de France avec pour objectif le développement et l'accès à une offre de logement adaptée, de qualité, durable et équilibrée sur le territoire francilien.

La DRIHL est représentée en petite couronne par quatre unités départementale (UD) et s'appuie en grande couronne sur quatre directions départementales des territoires (DDT) sur le volet logement et les directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) sur le volet hébergement et accès au logement. Les UD DRIHL et DDT forment les relais territoriaux à la mise en œuvre des actions de lutte contre l'habitat indigne portées par la DRIHL sur les 8 départements d'Île de France.

En matière de lutte contre l'habitat indigne, la DRIHL œuvre en particulier au repérage des situations d'habitat indigne, à l'exécution des arrêtés préfectoraux par des travaux et/ou des hébergements et relogements d'office et appuie les collectivités dans la mise en œuvre de leurs interventions.

Au sein du service du développement et de l'amélioration de l'offre de logement et de l'hébergement de la DRIHL, le bureau amélioration parc privé et traitement de l'habitat indigne accueille le pôle régional de Lutte contre l'Habitat Indigne (PRLHI). **Parmi les outils mis en place par le pôle LHI, des marchés régionaux** sont passés au niveau de la DRIHL siège pour faciliter les interventions des UD / DDT. Trois marchés couvrent actuellement leurs besoins :

- le marché « Diag » (missions de diagnostics « plomb » et de préconisations sur la nature des travaux à réaliser dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme, et des missions de contrôle des locaux et de la bonne exécution des travaux),
- le marché « ASS » (l'accompagnement sanitaire et social des occupants d'un logement insalubre dont la réalisation des travaux de résorption des désordres nécessite une sortie des occupants ou une interdiction temporaire à l'habitation et implique l'hébergement des occupants)
- le marché « AMO » (l'assistance à la maîtrise d'ouvrage en appui aux propriétaires en cas de besoin de réaliser des travaux de sortie d'insalubrité ou appui aux UD/DDT en cas de nécessité de réaliser des travaux d'office).

En 2023, le besoin d'un quatrième marché régional a été exprimé par les services de l'État afin de pouvoir faire appel à des entreprises pour réaliser les travaux d'office dans le cadre des missions de l'Etat de résorption de l'habitat insalubre par substitution aux propriétaires défaillants. Ce marché régional prendra la forme d'un accord cadre à bons de commande multi-attributaires, avec un allotissement géographique et technique restant à définir.

Le prestataire ou le groupement missionné à l'issue de la consultation, objet du présent marché, apportera **ses compétences techniques et ses connaissances en rédactions de marchés publics pour assister la DRIHL à l'élaboration et à la passation du « marché travaux d'office » attendu**

ARTICLE 1 – CONTEXTE ET OBJET DU MARCHÉ

1.1. CONTEXTE DE LA LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE

La lutte contre l'habitat indigne (LHI) constitue une priorité gouvernementale dont l'objectif est d'assurer la protection des occupants et de permettre à chacun de disposer d'un logement digne, durable, et qui contribue à la santé des occupants. C'est un enjeu majeur pour la région Île-de-France, du fait d'une urbanisation dense, d'un bâti ancien (1/4 des logements du parc privé ont été construits avant 1949), et d'un marché immobilier tendu (privé et social), poussant les ménages à faibles ressources, à trouver refuge dans un parc privé de mauvaise qualité ou en mauvais état, faisant office de logement social de fait.

Le parc privé potentiellement indigne francilien représente plus de 141 000 logements, soit 3,6 % du parc privé, de plus, 8 % des ménages franciliens sont en situation de sur occupation et 28 % des ménages ont des revenus annuels inférieur à 19 999 € par an. Les processus de dégradation de l'habitat, liés à la pression foncière, au manque d'entretien et de mise aux normes du bâti, à la dévalorisation de l'environnement urbain dans certains secteurs, à l'intensification de l'occupation du bâti, ont augmenté depuis les années 2010. Ces conditions indignes d'occupation ont des conséquences démontrées sur la santé dont le repérage et la prise en charge sont complexes. En effet, les situations protéiformes d'habitat indigne comprennent une multitude de contextes : une grande diversité de parcs dégradés, des désordres variés, des situations sociales de plus en plus difficiles.

La loi du 31 mai 1990 définit l'habitat indigne comme suit : "Constituent un habitat indigne les locaux ou les installations utilisés aux fins d'habitation et impropres par nature à cet usage, ainsi que les logements dont l'état, ou celui du bâtiment dans lequel ils sont situés, expose les occupants à des risques manifestes, pouvant porter atteinte à leur sécurité physique ou à leur santé".

L'habitat est un déterminant majeur de santé physique et/ou psychique des populations : le fait d'habiter dans un logement dégradé peut conduire à un processus de stigmatisation, de dégradation sociale et de perte d'estime de soi, entraînant des souffrances psychiques (anxiété ou dépression). De même, de mauvaises conditions de logement ont aussi un fort impact sur la santé physique car elles peuvent entraîner des pathologies allergiques et respiratoires, des expositions ayant un impact sur la santé (monoxyde de carbone, plomb, amiante, etc.), des traumatismes et favorise la propagation de maladies infectieuses. Ces conditions constituent un déterminant essentiel de la santé notamment celle des femmes enceintes, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents. Enfin, l'habitat insalubre est un habitat cher, qui pèse sur l'accès aux soins à travers le budget des familles.

En matière de lutte contre l'habitat indigne, la DRIHL œuvre au repérage des situations d'habitat indigne, à l'exécution des arrêtés préfectoraux par des travaux et/ou des hébergements et relogements d'office et appuie les collectivités dans la mise en œuvre de leurs interventions.

En particulier, certaines situations d'habitat indigne peuvent conduire à la prise d'arrêtés d'insalubrité par le préfet, obligeant les copropriétaires à intervenir et prendre en charge la

réparation des désordres. À défaut de réalisation de ces travaux, le préfet peut être amené à se substituer aux propriétaires défaillants et à réaliser des travaux d'office pour résorber l'insalubrité des logements, dans le cadre de l'application du code de la construction et de l'habitation et du code de la santé publique (articles L.511-2, L.511-11, L.511-16, L.511-19 et L.511-20 du CCH et article L.1311-4 du CSP). **Ces travaux d'office sont menés sous la maîtrise d'ouvrage des services de l'état départementaux (UD DRIHL et DDT).**

Le besoin d'un accord-cadre régional à bons de commande pour réaliser ces travaux d'office a été exprimé par les services concernés, afin de **faciliter et d'accélérer la réalisation de ces travaux en s'appuyant sur un réseau d'entreprises qualifiées et compétentes et des missions clairement définies.**

1.2. OBJET DU MARCHÉ

Ce marché a pour objet d'apporter une assistance technique à la DRIHL pour la passation d'un accord-cadre régional « travaux d'office », qui aboutira à la sélection d'entreprises de travaux compétentes pour réaliser des travaux d'office de résorption de l'habitat l'insalubre.

Le présent marché comprend les missions suivantes : cadrage du marché (allotissement géographique et technique, nombre d'attributaires, estimation prévisionnelle des prix...), établissement du dossier de consultation des entreprises (DCE), appui à l'analyse des offres et à la sélection des entreprises.

ARTICLE 2 – ENJEUX ET OBJECTIFS DE LA MISSION

Ce marché de travaux d'office (TO) couvrira, **pour une durée de 4 ans, l'ensemble des besoins en travaux d'office de tous les départements franciliens** : Paris (75), la Seine-et-Marne (77), les Yvelines (78), l'Essonne (91), les Hauts-de-Seine (92), la Seine-Saint-Denis (93), le Val de Marne (94) et le Val d'Oise (95).

Le marché de travaux d'office devra être une procédure au **cadre juridique et économique fiable**, outil d'une intervention efficace en LHI.

Pour mieux comprendre le type et le volume de travaux concernés selon les territoires franciliens, le contexte et les bilans passés de l'intervention des services de l'État seront transmis au titulaire du marché.

En effet, l'habitat indigne est protéiforme et inégalement réparti sur le territoire francilien. Même si l'ampleur des situations d'habitat indigne repérées, le volume d'arrêtés préfectoraux pris et le nombre de saisines de l'ARS qui en découle pour exécuter d'office des travaux par les UD-DDT, demeurent difficiles à prévoir, de nouveaux outils et observatoires se développent (pôles et plans départementaux de lutte contre l'habitat indigne, plateforme de signalement du mal-logement Histologe...).

Pour information, les activités franciliennes des services de l'Etat, de ces 2 dernières années, correspondent à 36 à 66 opérations par an pour un montant moyen annuel des travaux exécutés compris entre 600 000€ et 1 000 000€ TTC par an.

Une enquête a été réalisée en 2023-2024 auprès des UD-DDT pour comprendre leurs besoins et attentes sur le futur accord-cadre régional de travaux d'office. Les résultats de l'enquête et des groupes de travail seront ajoutés aux pièces transmises au titulaire.

A la lumière de ces éléments et de nouveaux entretiens menés avec les référents LHI des UD/DDT, le titulaire du présent marché assistera la DRIHL dans l'élaboration, puis la passation de l'accord-cadre travaux d'office, **en portant une vigilance particulière aux enjeux suivants** :

- Articuler le nouveau marché TO aux autres marchés régionaux existants (AMO, Diagnostic et Accompagnement sanitaire et social) pour une intervention efficiente et cohérente en LHI ;
- Lister et intégrer dans le futur marché l'ensemble des travaux répondant aux prescriptions potentielles inscrites dans les arrêtés préfectoraux pour résorber les désordres relevés en situation d'habitat indigne ;
- Définir un allotissement géographique et technique pertinent, en équilibrant les lots en fonction de la quantité prévisionnelle de TO et de la proximité géographique ;
- Réaliser un bordereau de prix unitaire correspondant à la liste de travaux de résorption de l'habitat indigne et des matériaux nécessaires aux entreprises, et estimant un montant prévisionnel en amont du lancement de la consultation ;
- Préciser le contexte de la LHI aux futures entreprises missionnées :
 - o Les délais d'intervention (urgence ou ordinaire) ;
 - o Les risques d'interventions dans un logement ou un immeuble dégradé et indigne : les précautions à prendre en cas d'état structurel fragilisé, en cas d'exposition au plomb, en cas de dégâts des eaux, en cas d'encombrement, de stockages excessifs de déchets, de produits dangereux ou de présence d'animaux ou d'insectes, etc...
 - o L'intervention possible en milieu occupé : vigilance sur la protection et la sécurité des affaires des occupants ou locataires ;
 - o Les problèmes de sécurité liés aux occupants : propriétaires et occupants agressifs, réfractaires aux travaux, possibilité de contexte délictuel, les souffrances psychologiques à prendre compte dans l'intervention en incurie (syndrome Diogène) ;

L'objectif de la mission est de mettre à disposition des services de l'état (UD-DDT) des entreprises qualifiées et compétentes en tous types de travaux permettant d'aboutir à la résorption de l'habitat indigne sur le territoire francilien. Pour cela, le marché mentionnera les préconisations relatives au choix des entreprises : RGE, label et toutes certifications permettant de disposer d'entreprises de qualité.

En outre, ce marché vise à diversifier l'offre d'entreprises contractualisant avec les UD-DDT afin de couvrir leurs besoins et garantir la continuité de leurs interventions sur le territoire francilien.

La finalité de ce marché TO est de faciliter et d'accélérer les actions des UD-DDT afin d'éviter d'exposer les occupants des logements à des risques portant atteintes à leur sécurité et leur santé. Dans ce contexte, il est demandé de prévoir des délais resserrés pour réaliser ce marché

TO.

Vigilance :

Aucune visite de site n'est envisagée dans le cadre du présent marché puisque l'équipe n'est pas missionnée pour rénover ou restructurer un immeuble ou un logement en particulier.

ARTICLE 3 – ÉLÉMENTS DE MISSION

L'ensemble des éléments de mission va aboutir à l'élaboration d'un marché régional de type accord cadre à bons de commande, multi-attributaire, relatif à l'exécution des travaux d'office en substitution aux propriétaires dont les logements sont grevés d'un arrêté d'insalubrité.

La mission comprend tous les conseils et expertises à apporter au maître d'ouvrage dont celle d'un maître d'œuvre. De ce fait, l'équipe missionnée sera pluridisciplinaire et obligatoirement composée des compétences dans les domaines suivants :

- L'architecture, la rénovation et restructuration de l'habitat collectif et individuel ;
- Les missions d'assistance à la passation de contrat de travaux en marché public, y compris la rédaction d'un DCE, d'un BPU ;
- La résorption de l'habitat indigne (incurie, traitement d'accessibilité au plomb, l'insalubrité, les mesures conservatoires...);
- L'économie de la construction, la prescription du détail de tous les types de travaux relevant de la résorption de l'habitat indigne et leur coût ;
- Les normes et références des matériaux de construction ;
- La réponse aux enjeux environnementaux.

Il est à noter qu'un membre du groupement peut apporter une ou plusieurs des compétences exigées ci-dessus.

Il est jugé indispensable la présence d'au moins un architecte (DE-HMONP ou DPLG), mandataire de l'équipe s'il existe des co-traitants.

Les éléments de mission d'assistance à la passation des contrats de travaux, détaillée dans ce chapitre, se déclinent en deux temps :

- la préfiguration des lots et la rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE) du marché TO, d'une durée estimée à 45 jours,
- puis, la phase de consultation jusqu'à la contractualisation d'une durée estimée à 45 jours.

L'objectif est de notifier le marché TO aux titulaires **au début du dernier trimestre 2025**.

Les délais estimés seront à consolider avec le temps de publicité du marché TO et la validation du maître d'ouvrage :

MISSION	CONTENU	DURÉE
Dossier de Consultation des Entreprises : DCE	Préfiguration de l'allotissement	21 jours
	Rédaction des pièces du DCE	24 jours

Phase de consultation	Préparation de la grille d'analyse des offres	10 jours
	Questions - Réponses	2 jours
	Analyse des offres	15 jours
	Finalisation de la mission et notification	5 jours

Le titulaire du marché proposera un rétroplanning des missions incluant le calendrier des réunions de travail nécessaires à leur bonne exécution et à leur validation. Ces réunions seront à programmer dans chaque élément de mission.

Pour l'organisation de ces séances (techniques ou de pilotage), se référer à l'article 4 du CCTP.

3.1. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Pour rappel, cette mission comprend l'assistance du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) dans l'élaboration des pièces du marché de travaux d'office

A ce stade, pour la consultation des entreprises de travaux, la maîtrise d'ouvrage envisage la passation d'un marché accord-cadre à bon de commandes multi-attributaire.

A/ Préfiguration du scénario de constitution des lots et de leur budget

Le titulaire du marché réalisera, en s'appuyant sur les informations transmises par le pôle LHI et à des entretiens avec les référents LHI des UD-DDT, **une liste des travaux susceptibles d'être prescrits dans les arrêtés préfectoraux** pour résorber les désordres relevés en situation d'habitat indigne. Il veillera à être exhaustif dans les travaux pris en compte :

- Travaux d'urgences et de sécurisation en cas d'évacuation et d'interdiction à l'habitation (temporaire ou définitive) : sécurité (CFP), murage, pose de portes anti-squats, mesures conservatoires – étalements, butons, bâche, filets et protections contre les chutes...
- Travaux de résorption de l'insalubrité et de l'indignité (travaux de second œuvre, y compris peinture pour la réfection de revêtements dégradés et des moisissures (hors plomb), la réparation ou remplacement des installations électriques, réparation ou remplacement du système de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire ; et les travaux de mise en sécurité, y compris notamment les travaux de gros œuvre, de structure et de couverture) ;
- Travaux de suppression de l'accessibilité au plomb ;
- Travaux de désencombrement & déshabillage, de débarrassage (benne pour déchets et mise en box pour les affaires et mobiliers de l'occupant), de désinfection et de désinsectisation, nettoyage spécifique (en cas d'incurie) ;

Le titulaire produira également une synthèse des spécificités de chaque département en travaux d'office. Des territoires auront besoin de lots comprenant des interventions de sécurisation (murage, porte anti-squat...) et des interventions pour mesures conservatoires (étalement, contreventement, filets de protection, bâches sur les toitures...). D'autres se spécifieront sur les interventions en cas d'incurie (désencombrement, déchets, nettoyage, désinsectisation...).

Le titulaire du marché proposera finalement **une ou plusieurs répartitions des lots pour**

l'accord-cadre (croisement du type de procédures / technique / géographique). Cette proposition d'allotissement du marché sera présentée au maître d'ouvrage et aux UD-DDT pour validation. La constitution de l'ensemble des lots devra être équilibrée en fonction des besoins de TO et de la proximité géographique des territoires.

En fonction de la constitution des lots pressentis pour le marché TO, le titulaire préparera **les bordereaux de prix du marché** afin de couvrir l'ensemble des travaux nécessaires à la résorption de l'insalubrité (y compris le plomb et l'incurie).

Le budget de chaque lot à attribuer sera estimé par le titulaire du marché.

Le titulaire pourra confirmer le choix de prévoir un marché multi-attributaire et définira le nombre d'entreprises à définir par lot. Le titulaire du marché préparera un **repérage d'entreprises qualifiées susceptibles de répondre à la consultation** : la démarche établie dans le respect du code de la commande publique, a pour objectif d'éviter les lots infructueux. Le titulaire du marché pourra baser cette recherche sur la connaissance des UD-DDT puis l'élargir à d'autres entreprises qualifiées idoines.

Une session d'information (webinaire et mails) pourra être organisée pour présenter la démarche du marché TO aux entreprises repérées.

=> Livrables DCE - phase A

Un tableau comportant les lots définis et attribués dans l'accord cadre, l'estimation par lot du budget maximum à prévoir, le nombre d'entreprises à prévoir par lot, les bordereaux de prix.

La finalisation de cette phase sera validée par le RPA et nécessitera au besoin des ajustements et des reprises. L'ensemble des livrables (phase A et B) sera modifié et remis au RPA en version finale, avant de démarrer la rédaction du DCE.

B/ Rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Dans le cadre de sa mission, le maître d'œuvre devra réaliser les pièces du futur marché TO, accord-cadre à bon de commande, en vue de la consultation des entreprises de travaux, à savoir, sans que cette liste soit limitative :

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le règlement de consultation (RC),
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) et le détail estimatif (DE) des prix,
- L'acte d'engagement (AE).

Les pièces de l'élément de mission DCE feront l'objet d'une validation par le RPA.

Cependant, dans le cadre de sa mission, le maître d'œuvre devra également assister la maîtrise d'ouvrage, notamment en ce qui concerne la cohérence des pièces entre elles et vis-à-vis du contexte et des enjeux d'intervention en LHI (exemple : transmission d'informations sur les délais d'urgence ou non auxquels les entreprises seront contraintes, la limite d'intervention des entreprises ou inversement des travaux induits à prévoir etc...).

Dans le CCTP, le titulaire déclinera, notamment, les lots (croisement géographique et technique) et les missions par type de procédure d'insalubrité, sur la base de la proposition d'allotissement validée dans la phase A.

D'autres critères doivent apparaître dans les autres pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), et notamment :

- Les conditions générales d'interventions des entreprises liées à la visite des lieux, aux délais (urgence et ordinaire), à la sécurité (la leur et celle des occupants), à leur périmètre d'action et aux limites des travaux d'office ;
- Les critères d'attribution du marché et de sélection des entreprises (compétences requises, labellisation et certification, habilitation électrique, barème de notation (valeur prix et valeur technique avec sous-critères détaillés)) ;
- Les critères de qualité des matériaux (références / normes / dimensions) dimensions sur mesure de certaines fournitures ;
- Les prix par lot ;
- Les modalités de révision des prix : la fréquence est à déterminer selon les missions et les matériaux ;
- Les pénalités (dont pénalités de retard).

La mise en ligne du marché pour avis de publicité passe par la plateforme de l'état PLACE : le pôle LHI se chargera de cette partie puis transmettra au prestataire les questions reçues sur la plateforme puis les offres remises à la fin de la consultation.

Pour des raisons d'efficacité, le titulaire du marché communiquera l'ensemble de ces documents en format modifiable. Le RPA pourra procéder lui-même à certaines modifications, dans le respect des prérogatives du maître d'œuvre.

Avant son approbation le DCE est soumis à l'avis du titulaire pour vérifier sa cohérence et proposer, le cas échéant, les éléments ou corrections nécessaires.

=> Livrables DCE – phase B :

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) : CCTP, CCAP, RC, BPU, AE.

La finalisation du DCE sera validée par le RPA et nécessitera au besoin des ajustements et des reprises. L'ensemble des livrables (phase A et B) seront modifiés et remis au RPA en version finale, avant de lancer la consultation.

3.2. PHASE DE CONSULTATION ET D'ANALYSE DE L'ASSISTANCE A LA PASSATION DES MARCHÉS

A/ Etablissement des grilles d'analyse

Le titulaire du marché préparera la mise en forme des critères de sélection des candidats, définies au règlement de consultation du marché TO, en tableaux ou grilles par lot, en vue de l'analyse lors de la phase de consultation, en distinguant l'analyse des candidatures et l'analyse des offres. Les critères d'attribution devront permettre de faire ressortir les entreprises « mieux-disantes », présentant une offre équilibrée entre une méthodologie de qualité et un coût juste,

respectant les deniers publics.

=> Livrables mission critères sélection des candidatures :

Trame d'analyse des candidatures et des offres, pour chaque lot, en conformité avec les critères fixés au règlement de concours

B/ Phase de consultation et d'analyse jusqu'à sélection des lauréats

Phase de Consultation

Le titulaire assistera le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) dans la réponse aux questions des candidats, notamment sur la partie technique de ces dernières. Le RPA transmettra par courriel la ou les questions au maître d'œuvre issues de la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui devra y répondre dans les 24 heures.

Phase d'Analyse

Le titulaire du marché réalisera l'analyse de l'ensemble des offres reçues par lot : il la transmettra au maître d'ouvrage sous forme d'un rapport et de tableaux par lot avec le classement des meilleures offres.

Le choix des entreprises retenues fera l'objet d'une validation par le RPA. Les courriers de notification et de rejet seront rédigés par le pôle LHI sur la base de l'analyse des offres fournies par le titulaire.

Appel d'offres infructueux

Si l'appel d'offres est déclaré infructueux pour un ou plusieurs lots, le titulaire devra proposer une adaptation de son projet avant de procéder à une nouvelle mise en concurrence. Le DCE sera modifié par le titulaire et la mission sera relancée soit par un nouvel appel d'offres soit par voie de négociation pour le ou les lots infructueux. Ces missions sont incluses dans la mission.

Finalisation de la mission

Il appartient au titulaire d'assister le RPA sur les éventuelles mises au point des offres en vue de la signature des marchés : il précisera les éléments techniques et administratifs à modifier, tant dans l'offre susceptible d'être retenue que dans les pièces du marché (exemple : bordereau de prix, actes d'engagement, etc...).

Pour finaliser la mission et le marché, le maître d'œuvre remettra l'exemplaire final des pièces du marché TO, éventuellement modifiées, et les pièces complètes des offres retenues à signer.

=> Livrables mission phase de consultation

Tableau d'analyse par lot (analyse des candidatures + analyse des offres sur la base de leur valeur économique et technique)

Rapport d'analyse proposant un classement des entreprises et une attribution des lots aux mieux-disantes.

Pièces marchés mises à jour pour notification

ARTICLE 4 – METHODOLOGIE ET LIVRABLES

L'ensemble des livrables de la mission se fera de façon dématérialisée en format modifiable. Le RPA pourra procéder lui-même à certaines modifications, dans le respect des prérogatives du maître d'œuvre.

Les différentes productions du titulaire seront soumises à validation au pouvoir adjudicateur avant toute diffusion extérieure. Suite à des questions ou des remarques exprimées par le pouvoir adjudicateur ou formulées par les autres intervenants lors de réunions, la reprise et/ou la mise à jour des documents provisoires devra être exécutée sans surcoût.

Les livrables produits seront la propriété du maître d'ouvrage et pourront être exploités par le maître d'ouvrage.

Pour l'organisation des comités techniques ou de pilotage, l'ordre du jour sera proposé au maître d'ouvrage au moins dix jours avant la date du comité. Les documents de présentation devront être remis au minimum 5 jours calendaires avant cette date en format modifiable.

Les titulaires devront rédiger et transmettre au maître d'ouvrage les comptes-rendus des entretiens et réunions réalisés, dans un délai de 7 jours calendaires maximum à compter de la date d'entretien ou de la réunion.

Une présence de tous les membres de l'équipe (co-traitants et sous-traitants inclus) est attendue, autant que nécessaire à la bonne exécution de la mission, et au minimum lors des réunions de lancement et de restitution.

Clause environnementale : Une organisation et une optimisation des déplacements professionnels pendant l'exécution du contrat sont demandées (visioconférence, usage des transports en commun, covoiturage des collaborateurs dans la mesure du possible, etc.), chaque fois que les exigences techniques n'imposent pas d'autre méthode.

Le titulaire intégrera des performances sociales, environnementales et économiques dans les clauses du marché TO à destination des entreprises de travaux retenues.